

RECENSEMENT DES ÉVACUATIONS FORCÉES DE LIEUX DE VIE OCCUPÉS PAR DES ROMS ÉTRANGERS EN FRANCE

(Année 2014)

1. Résumé

Violent, injuste et indigne !

Les évacuations forcées ont continué durant toute l'année 2014. Ceci malgré le constat de violence, d'injustice et de traitement indigne admis par tous : le Défenseur des droits, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, le commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, l'Agence européenne des droits fondamentaux et un très grand nombre d'associations impliquées dans la défense des droits. Ces évacuations ne résorberont pas les bidonvilles, car elles ne sont pas accompagnées de solutions adaptées et pérennes.

Durant l'année 2014, 13 483 personnes se sont faites évacuées de force par les autorités de 138 lieux de vie. 966 ont dû quitter 17 lieux de vie faisant suite à un incendie ou à une inondation. Ces chiffres restent très élevés puisqu'ils correspondent à une moyenne de 260 personnes évacuées par les autorités par semaine.

Il y eut 98 évacuations forcées faisant suite à une assignation par les propriétaires des terrains ou des squats devant les tribunaux, 35 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet et 5 abandons de bidonvilles par les personnes elles-mêmes, sous la menace d'une évacuation forcée imminente.

Il est admis par tous les observateurs que la circulaire du 26 août 2012 n'est pas appliquée et reste lettre morte dans la très grande majorité des évacuations.

Dans son avis du 20 novembre 2014, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme constate : « *Ainsi, à une politique d'intégration, c'est une politique d'évacuation qui a été privilégiée, faisant fi des situations humaines tragiques et institutionnalisant au plus haut niveau de l'État la violation des droits des populations vivant en bidonvilles en France.* »¹. D'autre part, le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées dénonce, dans un avis publié le 3 juillet 2014 et communiqué au Premier ministre : « *Des évacuations illégales, inefficaces, coûteuses et de plus en plus nombreuses. Les évacuations systématiques contreviennent aux dispositions nationales et internationales* »².

Selon le commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, M. Muižnieks : « *il faut mettre un terme aux évacuations forcées de bidonvilles non accompagnées de solutions durables d'hébergement, car ces évacuations ne font que déplacer et amplifier les problèmes. Il est, en outre, impératif de donner la priorité à l'accès de tous les enfants roms à l'école. Il n'est pas acceptable que*

¹ « Avis sur le respect des droits fondamentaux des populations vivant en bidonvilles, mettre fin à la violation des droits », Assemblée plénière du 20 novembre 2014.

² « Avis sur la situation des populations des campements en France Métropolitaine », Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, 3 juillet 2014.

dans un campement comme celui où je me suis rendu à Marseille, aucun des 25 enfants qui y vivent depuis près de deux ans ne soit scolarisé »³.

L'analyse régionale démontre un traitement inégal des bidonvilles sur le territoire et un véritable harcèlement de la part des autorités contre ces populations dans certaines régions.

La première des priorités et l'urgence restent l'arrêt des évacuations forcées des bidonvilles sans solution alternative de relogement sérieuse et durable.

Nos recommandations restent inchangées : comme, à court terme, il est de fait impossible d'offrir des solutions de relogement à l'ensemble de la population concernée, il faudra donc veiller à la stabiliser en sécurisant et en assainissant les lieux de vie occupés : ceci ne correspond d'ailleurs qu'aux obligations légales des collectivités.

Dans l'hypothèse où la population se stabilise dans ces lieux de vie, une politique de résorption des bidonvilles pourra être mise en place dans un deuxième temps.

Remarque :

Ce recensement est le fruit d'un travail commun entre la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et le European Roma Rights Centre (ERRC). Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

³ *La France doit tenir ses promesses en matière d'égalité*, 26 septembre 2014, Commissaire au Droit de l'Homme, Conseil de l'Europe.

2. Résultats observés

Durant l'année 2014, 13 483 personnes furent évacuées de force par les autorités de 138 sites. 966 ont évacué 17 sites suite à un incendie ou une inondation.

Une solution partielle de relogement aurait été proposée 59 fois lors des évacuations forcées par les autorités (soit dans 43 % des cas) et 12 fois lors d'un incendie ou une inondation (soit dans 70 % des cas). Ces solutions de relogement sont très inégales : elles concernent le plus souvent un nombre réduit de familles pour une durée d'hébergement qui varie de quelques nuits à plusieurs semaines. Elles sont aussi peu satisfaisantes dans la mesure où la cellule familiale est parfois séparée (les femmes et les enfants relogées sans les maris) et où les lieux de relogement sont très éloignés des lieux de vie, de socialisation, de scolarisation et de travail des personnes.

Il y eut 98 évacuations forcées faisant suite à une décision d'un tribunal, 35 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet et 5 abandons des bidonvilles par les personnes elles-mêmes.

L'analyse des résultats montre que quatre régions de France ont été les principaux témoins d'évacuations forcées depuis le début de l'année totalisant 96 % des évacuations : Île-de-France (67 %), Rhône-Alpes (17 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (7 %), et Nord-Pas-de-Calais (5 %).

Il faut cependant remarquer qu'elles ont lieu sur tout le territoire de manière plus ou moins violente et brutale.

On observe que le nombre d'évacuations forcées faisant suite à un arrêté municipal de péril représente environ le *tiers* des motifs. Ceci représente souvent une tentative de détournement de l'exercice de la justice et des droits (cf. l'évacuation du bidonville des Coquetiers du 21 octobre 2014), car l'arrêté municipal permet une évacuation sous 48 heures sans aucun recours suspensif à la disposition des habitants visés par la mesure. Les délais entre le début de la procédure et l'expulsion effective sont considérablement réduits, parfois de plusieurs mois. Ces arrêtés sont le plus souvent utilisés comme alternative à la voie judiciaire, plus longue, mais plus respectueuse du droit à un procès équitable.

Les évacuations continuent de provoquer des ruptures de scolarité, d'accompagnement et de soins médicaux, de recherche d'emploi. Tout effort d'insertion se retrouve réduit à néant.

On continue à observer que les évacuations forcées s'accompagnent souvent d'une distribution d'obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Comparés aux nombres d'évacuations recensées en 2013, les résultats de 2014 sont moins élevés, mais restent encore à des niveaux absolument intolérables puisqu'ils représentent presque 80 % de la population recensée vivant en bidonvilles.

L'analyse régionale ci-dessous montre de plus un véritable harcèlement de la part des autorités contre ces populations dans certaines régions.

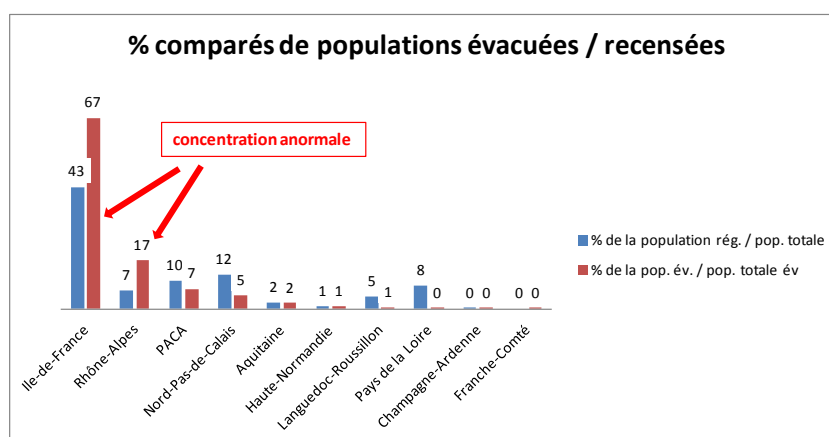
3. Répartition des recensements de population et des évacuations par régions

Selon les données de la DIHAL du 17 novembre 2014, il y aurait environ 17 500 personnes vivant en France dans environ 495 bidonvilles.

Le tableau de répartition régionale de la population recensée est donné ci-dessous. Le nombre de personnes évacuées dans la même région y a été ajouté :

Région	Personnes expulsées	lieux de vie détruits	Population	Lieux de vie	% de la population rég. / pop. totale	% de la pop. év. / pop. totale év	% de la pop. évacuée / pop rég.
Ile-de-France	9061	71	7486	151	43	67	121,0
Rhône-Alpes	2300	28	1156	39	7	17	199,0
PACA	955	12	1763	47	10	7	54,2
Nord-Pas-de-Calais	660	14	2116	54	12	5	31,2
Aquitaine	280	5	408	11	2	2	68,6
Haute-Normandie	100	1	145	5	1	1	69,0
Languedoc-Roussillon	74	4	792	17	5	1	9,3
Pays de la Loire	26	1	1431	38	8	0	1,8
Champagne-Ardenne	20	1	39	2	0	0	51,3
Franche-Comté	7	1			0	0	
Autres			2121	87			
Total	13483	138	17457	451			

On peut observer qu'il n'y a pas de corrélation directe entre le pourcentage du nombre de personnes recensées dans une région donnée par rapport à la population nationale et le pourcentage du nombre de personnes évacuées dans cette même région par rapport au nombre total de personnes évacuées.

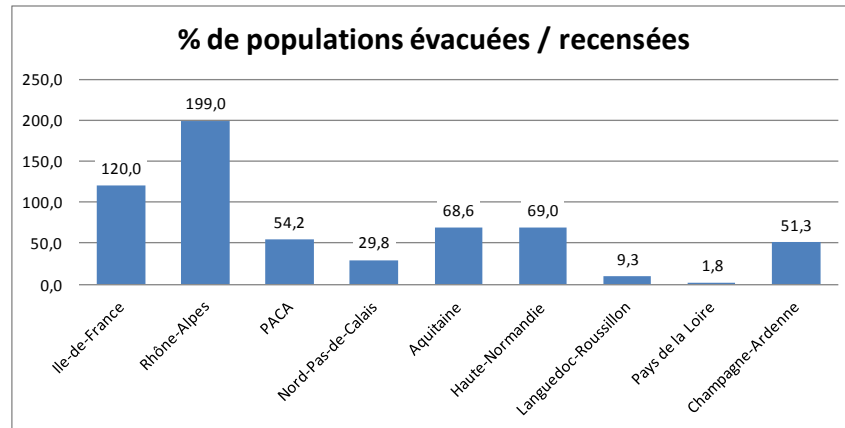


Le tableau ci-dessus le montre :

- en Île-de-France, alors que l'on recense 43 % de la population totale, on observe que la population évacuée représente 67 % du nombre total des personnes évacuées en 2014 ; de même, mais de manière encore plus accentuée, alors que l'on ne recense que 7 % de la population nationale en Rhône-Alpes, on a observé que la population évacuée représentait 17 % de la population évacuée au niveau national ;

- à l'inverse, dans les Pays-de-la-Loire, le Languedoc-Roussillon, la Bretagne et le Midi-Pyrénées, on observe un pourcentage beaucoup moins élevé de personnes évacuées que de personnes recensées ;
- dans le Nord-Pas-de-Calais, l'Aquitaine et Paca, les pourcentages de personnes évacuées restent très élevés.

Une autre observation peut être faite : c'est la comparaison de la population évacuée par rapport à la population recensée par région. Les résultats sont encore plus frappants.



Ces résultats indiquent qu'en Ile-de-France 120 % de la population recensée a été évacuée et qu'en Rhône-Alpes ces chiffres montent à 199 % : ces indications montrent qu'il existe un véritable harcèlement contre ces populations dans ces deux régions.

Les chiffres des régions de Paca, du Nord-Pas-de-Calais, d'Aquitaine, de Haute-Normandie et de Champagne-Ardenne montrent que le pourcentage de la population touchée par une évacuation reste là aussi très élevé, variant de 30 à 69 %.

On voit aussi que dans les autres régions, un climat moins violent et plus apaisé permet à ces personnes de mieux réussir leur insertion.

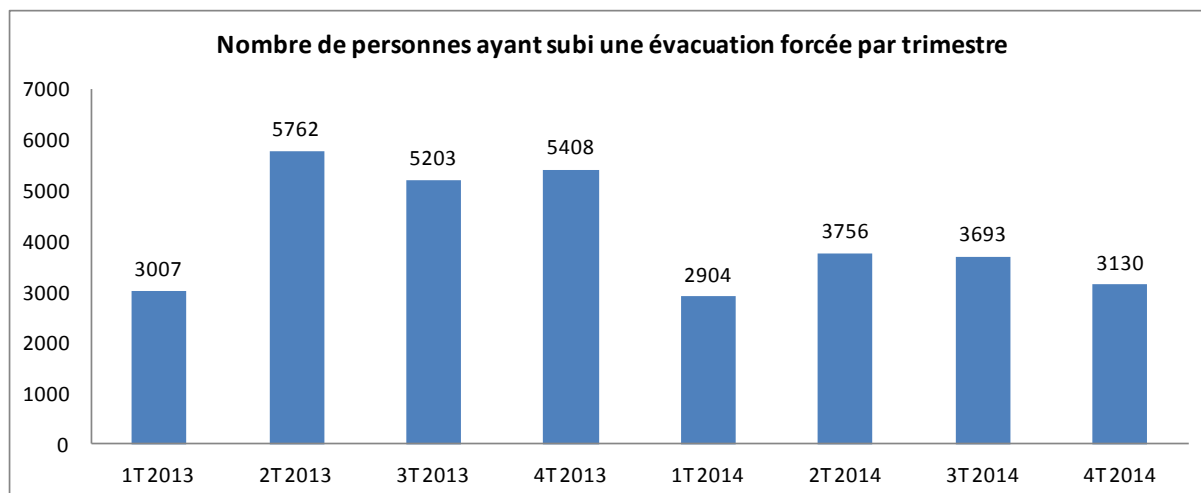
En conclusions, cette analyse montre que le traitement des bidonvilles en France n'est pas le même sur tout le territoire et que particulièrement il existe des indications de véritable harcèlement dans deux régions : l'Ile-de-France et Rhône-Alpes. L'analyse montre aussi que d'autres régions (Nord-Pas-de-Calais, Aquitaine, Paca, Haute-Normandie, Champagne-Ardenne) restent très tendues avec un pourcentage de la population évacuée oscillant entre 30 et 69 %, ce qui est beaucoup trop élevé pour envisager une quelconque insertion des personnes et donc une résorption des bidonvilles.

On peut aussi constater que règne un climat moins violent et plus apaisé dans les autres régions y offrant ainsi de réelles chances d'insertion à ces populations.

Évolutions par rapport aux périodes précédentes

Les tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes évacuées durant le quatrième trimestre de l'année 2014 reste à un niveau élevé.



	nbr d'évac. par les autorités	nombre d'incendies	nbr de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Evacués par les autorités	Evacués suite aux incendies ou autres	Nbr de personnes
1T 2013	29	10	39	16	3007	1007	4014
2T 2013	38	4	42	17	5762	530	6292
3T 2013	57	5	62	29	5203	500	5703
4T 2013	41	3	44	12	5408	120	5528
Grand Total	165	22	187	74	19380	2157	21537
1T2014	27	9	36	17	2904	524	3428
2T2014	38	2	40	18	3756	51	3807
3T2014	41	2	43	21	3693	74	3767
4T2014	32	4	36	15	3130	317	3447
Grand Total	138	17	155	71	13483	966	14449

Note : Ces estimations **n'incluent pas** les éloignements du territoire faisant suite à une décision administrative ni les rapatriements par charter de l'OFIL.

4. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence durant l'année 2014.

Durant le premier trimestre :

- Durant l'incendie du bidonville des Coquetiers à Bobigny le 12 février, on déplore le décès d'une enfant âgée de 8 ans.
- Suite à l'évacuation du bidonville de Wattignies le 21 février, une famille s'était réfugiée dans un autre bidonville à Roncq. Le soir même, leur enfant âgée de 8 ans est fauchée accidentellement par une voiture à la sortie du bidonville. Elle est décédée sur les lieux.
- Une famille rom réfugiée sur les trottoirs de la place de la République à Paris a été agressée à l'acide par un passant. On a appris lors de cette sordide découverte que les faits se répétaient depuis le mois d'août 2013.
- « *Paul-Marie Coûteaux, tête de liste FN-Rassemblement bleu marine dans le 6e arrondissement de Paris pour les élections municipales, évoque dans une note de blog l'idée de « concentrer » les Roms « dans des camps »*⁴.
- Le commissaire européen des droits de l'Homme dénonce qu' « *une autre forme grave d'abus policier est la violence envers les minorités, en particulier les Roms, et les migrants* »⁵ pointant plus particulièrement la Grèce et la France.

Durant le deuxième trimestre :

- le rapport⁶ de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), remis le 1^{er} avril 2014 au Premier ministre, dénonce un racisme « *brutal et biologisant* » en France et s'alarme de la montée du racisme anti-rom ;
- une étude du centre de recherche américain, « *Pew research center* », montre qu'en Europe le rejet des Roms est nettement plus élevé que celui des musulmans et des juifs. En France, deux sondés sur trois ont des opinions défavorables sur les Roms selon ce sondage⁷ ;
- un rapport⁸ d'Amnesty International, paru le 8 avril 2014, dénonce les violences policières subies par les Roms en France et l'échec des institutions européennes à défendre les droits de ses citoyens ;
- une note⁹ interne de la police parisienne est découverte le 5 mai : elle demande aux policiers du 6^e arrondissement de Paris de « *recenser les familles roms vivant dans la rue et de les évincer systématiquement* ». Interrogé à ce propos, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll a affirmé : « *Il faut chercher à les faire retourner d'où ils viennent, en Roumanie ou en Bulgarie.* » ;

⁴ « Un candidat d'extrême droite évoque l'idée de "concentrer" les Roms dans des "camps" », *Le Monde*, 3 mars 2014.

⁵ « Les violences policières – une menace grave pour l'État de droit », le carnet des droits de l'Homme du Commissaire du Conseil de l'Europe, 25 février 2014 @ 9:45.

⁶ « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, Année 2013 », avril 2014, CNCDH.

⁷ « A fragile rebound for EU image on eve of European parliament elections, Chapter 4, Views of Roma, Muslims, Jews », 12 mai 2014, Pew research center.

⁸ « "Nous réclamons justice", l'Europe doit protéger davantage les Roms contre les violences racistes », 8 avril 2014, Amnesty International.

⁹ « Une note révèle des pratiques discriminatoires des policiers », 15 avril 2014, C. Fouteau, Mediapart.

- harcèlement policier : trois membres des forces de l'ordre enlèvent le matelas d'une famille rom vivant dans la rue à Paris. Ces faits¹⁰ ont été filmés le 2 avril 2014 ;
- un jeune homme de 16 ans est lynché et abandonné, entre la vie et la mort, au bord de la route nationale 1, à Pierrefitte-sur-Seine, le 13 juin 2014. « *Selon les enquêteurs de la police judiciaire, c'est à la suite d'une nouvelle tentative de cambriolage que des habitants du quartier auraient décidé de régler l'affaire eux-mêmes* »¹¹.

Durant le troisième trimestre 2014 :

- à Marseille, les familles sont pourchassées après avoir été évacuées de leur bidonville des Plombières le 24 juillet. Après un mois d'errance, elles finissent par trouver refuge dans l'église de la Belle de Mai¹² ;
- le tribunal de grande instance a refusé l'évacuation forcée du bidonville des Coquetiers à Bobigny lors d'un jugement le 2 juillet 2014. Le Maire a alors notifié un arrêté municipal d'évacuation confirmé par le tribunal administratif de Montreuil. Ceci ne reflète que l'acharnement des autorités pour rejeter cette population alors que cette dernière démontre qu'elle fait tous les efforts nécessaires pour s'insérer : tous les enfants du bidonville des Coquetiers sont scolarisés. Le bidonville sera finalement évacué le 21 octobre ;
- impossibilité de sauver quelques biens personnels, comme lors de l'évacuation du squat de la rue de Saint-Cyr, à Lyon, le 27 août 2014 où la police a interdit à une jeune femme de retourner dans sa baraque récupérer ses papiers qu'elle y avait oubliés.

Durant le quatrième trimestre :

- alors qu'elle visitait le logement qu'elle devait louer, une famille rom a été chassée par le voisinage à Roubaix¹³ ;
- il a été rapporté que le délai légal d'évacuation n'était pas respecté, car plusieurs évacuations ont eu lieu après les 48h de flagrance, notamment à Marseille¹⁴ ;
- confirmation de la cour d'appel de Paris le 20 novembre 2014 de la condamnation à 5 000 euros d'amende du président d'honneur du Front national, Jean-Marie Le Pen, pour avoir dit que les Roms, « *comme les oiseaux, [volent] naturellement* » lors de l'université d'été à La Baule le 22 septembre 2012¹⁵.

¹⁰ « Video shows French police "stealing" a Roma's family mattress », 7 mai 2014, C. Fouteau, Mediapart.

¹¹ « Lynchage d'un jeune Rom : non à l'indifférence », 18 juin 2014, éditorial, *Le Monde*.

¹² « Marseille: des familles roms accueillies dans l'urgence dans l'église de la Belle de Mai », Hélène Bouyé, FR3 Provence-Alpes, 27 août 2014.

¹³ « Roubaix, une famille rom chassée par le voisinage », 7 novembre 2014, *La Voix du Nord*.

¹⁴ « Roms, après les grands squats, des petits groupes très exposés », 3 novembre 2014, *La Marseillaise*.

¹⁵ « Jean-Marie Le Pen sur les Roms : amende de 5 000 euros confirmée en appel », 20 novembre 2014, *Libération*.

5. Résultats détaillés pour le 4^e trimestre

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2014)															
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause			Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	Motif jugement TGI ou TA	seuls sous pression	Source/Réaction
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres						
Rue Frédéric Faÿs	Villeurbane	Rhône	Rhône-Alpes	01-oct	4T2014	200	200	1				1		Le Progrès 1 oct	
Rue du Port de l'Ancre	Angers	Maine-et-Loire	Pays de la Loire	06-oct	4T2014	26	26	1				1		Courrier de l'Ouest 6 oct	
Camps de la Mosson	Montpellier	Hérault	Languedoc-Roussillon	07-oct	4T2014	40			1	1				FR3 16 oct	
La Poste	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	07-oct	4T2014	200	200	1			1			Coll. Val Maubuée 7 oct	
La Gare	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	07-oct	4T2014	150	150	1			1			Coll. Val Maubuée 7 oct	
35 bd Dr Heckel	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	09-oct	4T2014	20	20	1			1			FR3 9 oct	
Av Gén. Leclerc	Nanterre	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	12-oct	4T2014	30	30	1			1			Le Parisien 12 oct	
Bordure A1	La Courneuve	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	13-oct	4T2014	180	180	1				1		Le Parisien 14 oct	
Rue Constantine	St André-lez-Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	13-oct	4T2014	120	120	1				1		La Voix du Nord 15 oct	
Les Coquetiers	Bobigny	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	21-oct	4T2014	350	350	1			1	1		CP Amnesty Int 21 oct	
Chemin de la sauvegarde	Ecully	Rhône	Rhône-Alpes	22-oct	4T2014	44	44	1				1		Classes 3 nov	
Viaduc Anatole France	Nanterre	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	24-oct	4T2014	40	40	1				1		CP Ville Nanterre 24 oct	
Dernière la gare	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	26-oct	4T2014	60	60	1				1		Le Parisien 27 octobre	
Rue de la Chaude-Rivière	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	28-oct	4T2014	57	57	1				1		Sauvegarde Nord 29 oct	
Bvd des Amis	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	27-oct	4T2014	40	40	1				1		La Marseillaise 3 nov	
Rue Emile Zola	Echirolles	Isère	Rhône-Alpes	28-oct	4T2014	15	15	1				1		FR3 28 oct	
A118/A86	Chatenay-Malabry	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	29-oct	4T2014	60	60	1			1			Le Parisien 29 octobre	
Rue Jean Roque	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	31-oct	4T2014	20	20	1			1			La Provence 31 octobre	
IUT université du Havre	Le Havre	Seine-Maritime	Haute-Normandie	31-oct	4T2014	100	100	1			1			76actu 31 octobre	
Casseaux	Limoges	Haute-Vienne	Limousin	30-oct	4T2014	60			60	1		1		Lepopulaire.fr 7 nov	
Route d'Ahuy	Dijon	Côte d'Or	Bourgogne	12-nov	4T2014	17			17	1		1		Bien pop. 13 nov	
12 rue Ernest Renan	Ivry-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	13-nov	4T2014	80	80	1			1		1	Collectif Ivry 14 nov	
Rue Ernest Renan	Ivry-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	13-nov	4T2014	40	40	1			1		1	Collectif Ivry 14 nov	
Rue Ambroise-Croizat	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	13-nov	4T2014	300	300	1				1		Le Parisien 14 nov	
Rue du Chemin Vert	Sucy-en-Brie	Val-de-Marne	Ile-de-France	13-nov	4T2014	100	100	1				1		Le Parisien 14 nov	
Rue Gallée, cité Descartes	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	20-nov	4T2014	35	35	1				1		Le Parisien 20 nov	
Anciens abattoirs	Anancy	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	27-nov	4T2014	130	130	1			1		1	LeMessager 27 nov	
Rue de la Madeleine	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	04-déc	4T2014	24	24	1			1	1		Nordclair 9 déc	
Rue des Vives Eaux	Dammaries-lès-Lys	Seine-et-Marne	Ile-de-France	08-déc	4T2014	100	100	1				1		Le Parisien 13 déc	
Rue de la Chazotte	La Talaudière	Loire	Rhône-Alpes	10-déc	4T2014	70	70	1				1		Le Progrès 10 décembre	
Rue des Hérons	Montigny-le-Br.	Yvelines	Ile-de-France	10-déc	4T2014	29	29	1			1		1	Infonormandie 10 déc	
Entre Seine et voie ferrée	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	12-déc	4T2014	280	280	1				1		AFP 12 décembre	
Bois de Grâce	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	12-déc	4T2014	120	120	1			1		1	Col. Maubuée 14 déc	
Rue Alfred Nobel	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	17-déc	4T2014	80	80	1				1		Le Parisien 17 déc	
Rue des métallurgistes	Hellemmes	Nord	Nord-Pas-de-Calais	22-déc	4T2014	30	30	1				1		La Voix du Nord 23 déc	
N2 et A86	La Courneuve	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	26-déc	4T2014	200			200	1				AFP 26 décembre	
4^eme trimestre 2014						3447	3130	32	317	4	0	15	15	17	0

6. Résultats détaillés pour le 3^e trimestre 2014

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2014)															
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre de personnes évacuées	Expulsés pour cause			Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	Motif		Source/Réaction
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres				jugement TGI ou TA	seuls sous pression	
campement	Vigneux-sur-Seine	Essonne	Ile-de-France	27-juin	3T2014	25	25	1					1	sec cath 3 juillet	
Rue Lesage, rue Léon Faucher	Reims	Marne	Champagne-Ardenne	01-juil	3T2014	20	20	1		1		1	L'Union L'ardennais 1 juil		
ZI Pessac Bersol	Pessac	Gironde	Aquitaine	02-juil	3T2014	96	96	1		1		1	Sud Ouest 3 juillet		
rue de Surville	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	10-juil	3T2014	50	50	1		1	1		FR3 11 juillet		
Bvd de Gerland	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	11-juil	3T2014	200	200	1		1		1	FR3 11 juillet		
Pont a Cure	Saint Pol sur Mer	Nord	Pas-de-Calais	15-juil	3T2014	80	80	1		1			Delta FM		
RD 444	Bièvres	Essonne	Ile-de-France	17-juil	3T2014	90	90	1				1	Le Parisien 17 juillet		
squat	Antibes	Alpes-Maritimes	PACA	17-juil	3T2014	15	15	1				1	Nice matin 17 juillet		
squat	Genevilliers	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	18-juil	3T2014	30	30	1			1		ERRC		
siège Adapei	Bourg-en-Bresse	Ain	Rhône-Alpes	21-juil	3T2014	54	54	1				1	Le Figaro 22 juillet		
Rue Florent Eward	St Etienne	Loire	Rhône-Alpes	22-juil	3T2014	120	120	1		1		1	Le Progrès 22 juillet		
Porte de la Chapelle	Paris	Paris	Ile-de-France	23-juil	3T2014	50	50	1		1		1	Call paris 18		
le long de l'ancien hippodrome (passage du tour de France)	Bondoufle	Essonne	Ile-de-France	24-juil	3T2014	50	50	1			1		Le Parisien 24 juillet		
124 bvd Plombières	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	24-juil	3T2014	140	140	1		1		1	L'express 24 juillet		
Rue des 4 casters	Bègles	Gironde	Aquitaine	25-juil	3T2014	14	14	1		1		1	Sud Ouest 25 juillet		
Av Du Bellay	Viry-Chatillon	Essonne	Ile-de-France	29-juil	3T2014	40	40	1			1		Le Parisien 29 juillet		
Bvd Chagall	Aulnay-sous-Bois	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	30-juil	3T2014	450	450	1		1		1	Le Parisien 31 juillet		
Av de la République	Nanterre	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	30-juil	3T2014	400	400	1		1		1	Le Parisien 31 juillet		
3-10 rue Eugène Boussant	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	31-juil	3T2014	58	58	1		1		1	FR3 31 juillet		
Rue Claude Delaora	St Etienne	Loire	Rhône-Alpes	31-juil	3T2014	70	70	1				1	Le Progrès 1 août		
Av de Provence	Les Ulis	Essonne	Ile-de-France	01-août	3T2014	30	30	1		1		1	Le Parisien 1 août		
Terrain	Villeneuve-la-Gar.	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	04-août	3T2014	12	12	1			1		Le Parisien 5 août		
Terrain de la Folie	Grigny	Essonne	Ile-de-France	05-août	3T2014	150	150	1		1		1	Le Parisien 5 août		
Terrain de Massena, Tuileries	Grigny	Essonne	Ile-de-France	05-août	3T2014	150	150	1		1		1	Le Parisien 5 août		
rond point de la déchetterie	Perpignan	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	07-août	3T2014	10	10	1				1	L'indépendant 8 août		
Bvd Laurent Bonnevey	Bron	Rhône	Rhône-Alpes	08-août	3T2014	120	120	1			1		Le Progrès 8 août		
Pont Autoroute A104	Pomponne	Seine-et-Mame	Ile-de-France	14-août	3T2014	150	150	1				1	Le Parisien 15 août		
135 bvd Paul Langewin	Fontaine	Isère	Rhône-Alpes	20-août	3T2014	33	33	1				1	FR3 20 août		
Bastide de Fontainieu	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	20-août	3T2014	140	140	1		1		1	La Marseillaise 20 août		
Quais de Seine	Ivry-sur-Seine	Val de Marne	Ile-de-France	21-août	3T2014	200	200	1				1	Le Figaro 21 août		
La Capelette	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	22-août	3T2014	40	40	1			1		La Provence 28 août		
Rue de St Cyr	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	27-août	3T2014	14	14	1				1	maractu 4 sep		
Rue Emile Zola	Bezons	Val d'Oise	Ile-de-France	28-août	3T2014	60	60	1		1		1	ASAV 28 août		
Ancienne usine No-Sag	Meaux	Seine-et-Mame	Ile-de-France	29-août	3T2014	100	100	1		1		1	La Mame 29 août		
Rue de Venise	Meaux	Seine-et-Mame	Ile-de-France	29-août	3T2014	40	40	1		1		1	La Mame 29 août		
Autoroute A1 Fort de l'Est	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	10-sept	3T2014	50	50	1				1	Médecins du Monde		
Rue du Faubourg de Roubaix	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	09-sept	3T2014	22	22	1				1	La Voix du Nord 10 sep		
Place Blanche	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	10-sept	3T2014	22	22	1		1	1		La Voix du Nord 10 sep		
Rue de la Madeleine	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	19-sept	3T2014	24			24	1	1		La Voix du Nord 19 sep		
Etabl. Neyric	St Martin d'Hères	Isère	Rhône-Alpes	19-sept	3T2014	50	50	1				1	FR3 19 sep		
Entrée Campus	St Martin d'Hères	Isère	Rhône-Alpes	27-sept	3T2014	200	200	1				1	FR3 27 sep		
Rue de la Chaude-Rivière	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	27-sept	3T2014	50		50	1				La Voix du Nord 27 sep		
Rue de la Chaude-Rivière	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	29-sept	3T2014	50	50	1				1	La Voix du Nord 30 sep		
3^eme trimestre 2014						3769	3695	41	74	2	0	21	8	31	2

7. Résultats détaillés pour le 2^e trimestre 2014

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2014)																
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause			Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de retog. (1=partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	Motif		Source/Réaction	
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres				jugement TGI ou TA	seuls sous pression		
Rue de l'Ancienne-Sablière	Vigneux-sur-Seine	Essonne	Ile-de-France	09-av	2T2014	40	40	1					1		Le Parisien 10 avril	
Av Fond de Vaux	St Ouen l'Aumône	Val d'Oise	Ile-de-France	18-av	2T2014	8			8	1		1			Le Parisien 19 avril	
Bvd de Tournai	Lezennes	Nord	Nord-Pas-de-Calais	22-av	2T2014	70	70	1				1		1	La Voix du Nord 22 avril	
Rue du Caire	Roubaix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	22-av	2T2014	20	20	1				1			La Voix du Nord 22 avril	
Bvd du Mercantour	Nice	Alpes-Maritimes	PACA	23-av	2T2014	80	80	1					1		FR3 23 avril	
Porte de Paris	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	24-av	2T2014	150	150	1					1		Le Parisien	
Av de la Cour-de-France	Juvisy-sur-Orge	Essonne	Ile-de-France	24-av	2T2014	50	50	1				1		1	Le Parisien 25 avril	
Site société SNR	Anancy	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	25-av	2T2014	50	50	1				1		1	Tribune de Genève 25 av	
Campement de la Digue	Cran-Gevrier	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	25-av	2T2014	75	75	1				1		1	Tribune de Genève 25 av	
Près de la déchèterie	Cran-Gevrier	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	25-av	2T2014	75	75	1				1		1	Tribune de Genève 25 av	
Plateau des Couleures	Valence	Drôme	Rhône-Alpes	25-av	2T2014	30	30	1				1		1	France Bleu 25 avril	
site agroalimentaire	Bègles	Gironde	Aquitaine	29-av	2T2014	60	60	1				1		1	FR3 29 avril	
120 av Sidi-Brahim	Grasse	Alpes-Maritimes	PACA	30-av	2T2014	25	25	1				1		1	Nicematin 30 avril	
Rue de Lille	Roncq	Nord	Nord-Pas-de-Calais	06-mai	2T2014	50	50	1				1			La Voix du Nord 6 mai	
Boulevard Jean Moulin	Le Cannet	Alpes-Maritimes	PACA	06-mai	2T2014	15	15	1					1		FR3 6 mai	
Collège Lucie-Aubrac	Tourcoing	Nord	Nord-Pas-de-Calais	07-mai	2T2014	40	40	1				1			Nord Eclair 7 mai	
Rue Gustave Roussy	Le Blanc Mesnil	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	12-mai	2T2014	700	700	1				1			Libération 12 mai	
Euralille	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	13-mai	2T2014	40	40	1				1			La Voix du Nord 14 mai	
Rue de la Cruppe	Villeneuve d'Ascq	Nord	Nord-Pas-de-Calais	18-mai	2T2014	43			43	1		1			La Voix du Nord 19 mai	
Sente de Montfort	La Courmeuve	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	19-mai	2T2014	140	140	1					1		ERRC	
95 rue Emile Zola	Corbeil-Essonnes	Essonne	Ile-de-France	20-mai	2T2014	40	40	1				1		1	ASEFRR	
Im. Féd Franc. Du Batiment	Corbeil-Essonnes	Essonne	Ile-de-France	22-mai	2T2014	6	6	1					1		Le Parisien 22 mai	
Valence Sud	Valence	Drôme	Rhône-Alpes	26-mai	2T2014	10	10	1					1	1	Le Dauphiné 27 mai	
Av Strathkelvin	Corbeil-Essonnes	Essonne	Ile-de-France	27-mai	2T2014	120	120	1				1		1	ASEFRR	
Av Strathkelvin	Corbeil-Essonnes	Essonne	Ile-de-France	27-mai	2T2014	25	25	1				1		1	ASEFRR	
Quai de l'Apport	Corbeil-Essonnes	Essonne	Ile-de-France	27-mai	2T2014	10	10	1					1		ASEFRR	
National 7	Corbeil-Essonnes	Essonne	Ile-de-France	27-mai	2T2014	170	170	1				1		1	ASEFRR	
Bvd Pinel Hôpital Desgenettes	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	27-mai	2T2014	100	100	1					1		mLyon 27 mai	
Quais de Seine	Bezons	Val d'Oise	Ile-de-France	27-mai	2T2014	250	250	1					1		Le Parisien 27 mai	
27 rue Bernard et Mazoyer	Aubertilliers	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	27-mai	2T2014	135	135	1					1		CP Mairie Aub. 27 mai	
Usine Galland	Villebon/Yvette	Essonne	Ile-de-France	02-juin	2T2014	200	200	1				1		1	RTL 2 juin	
Ferme de Varâtre	Lieusaint	Seine-et-Marne	Ile-de-France	02-juin	2T2014	120	120	1					1		Le Parisien 2 juin	
Terrain dit de "Mc Donalds"	La Courmeuve	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	03-juin	2T2014	80	80	1					1		ERRC	
La Loubière	Toulon	Var	PACA	05-juin	2T2014	20	20	1					1		LDH Toulon	
N19	Limeil-Brévannes	Val de Marne	Ile-de-France	12-juin	2T2014	80	80	1					1		Le Parisien 12 juin	
Quartier des Poètes	Pierrefite	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	17-juin	2T2014	200	200	1						1	Huffingtonpost 17 juin	
Rue du Général de Gaulle	Ablon-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	17-juin	2T2014	20	20	1				1			Le Parisien 17 juin	
La Parette 12ème arrond.	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	18-juin	2T2014	400	400	1				1		1	FR3 18 juin	
Site Altea	Juvisy	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	20-juin	2T2014	40	40	1				1		1	Libriinfo74 20 juin	
terrain	Cranves-Sales	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	20-juin	2T2014	20	20	1				1		1	Libriinfo74 20 juin	
2ème trimestre 2014						3807	3756	38	51	2	0	18	8	28	2	

8. Résultats détaillés pour le 1^{er} trimestre 2014

Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nbr total de personnes évacuées	Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr	Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	jugement TGI ou TA	seuls sous pression	Source/Réaction
squat La Métère	St Etienne	Loire	Rhône-Alpes	03-janv	1T2014	133	133	1				1				France Bleu 3 janvier
centre commercial Belle-Epine	Thiais	Val-de-Mame	Ile-de-France	09-janv	1T2014	70	70	1					1			Le Parisien 9 janvier
Déchèterie	Perpignan	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	09-janv	1T2014	20	20	1					1			France Bleu 10 janvier
Avenue Roger Salengro	La Courneuve	Seine-St-Denis	Ile-de-France	15-janv	1T2014	200	200	1				1				Aulnaylibre 16 janvier
Rue de la Mulatière	St Etienne	Loire	Rhône-Alpes	21-janv	1T2014	78	78	1								Le Progrès 22 janvier
Rue Dr Schinazy - Bacalan	Bordeaux	Gironde	Aquitaine	21-janv	1T2014	70	70	1				1				Sudouest 22 janvier
N19 et N406	Bonneuil-sur-Mame	Val-de-Mame	Ile-de-France	28-janv	1T2014	600	600	1				1				Le Parisien 28 janvier
Hôpital musulman	La Courneuve	Seine-St-Denis	Ile-de-France	29-janv	1T2014	20	20	1								Romeurope
34 rue Primat	Villeurbane	Rhône	Rhône-Alpes	04-févr	1T2014	130	130	1								Rue89 Lyon 4 février
Route d'Eragry	Saint Ouen	Val d'Oise	Ile-de-France	06-févr	1T2014	30	30	1					1			Romeurope
Route de Caissargues	Nîmes	Gard	Languedoc-Roussillon	06-févr	1T2014	32	32	1						1		Midi Libre 7 février
Rue des écoles	Chavigny	Meurthe-et-Moselle	Lorraine	07-févr	1T2014	20			20	1						Est Républicain 7 février
Rue de Charigney	Besançon	Doubs	Franche-Comté	10-févr	1T2014	10			10	1						Est Républicain 11 février
Porte Aubervilliers n°1	Paris	Paris	Ile-de-France	12-févr	1T2014	40	40	1				1				LDH 12 février
Porte Aubervilliers Abeille	Paris	Paris	Ile-de-France	12-févr	1T2014	200	200	1								LDH 12 février
Coquetiers	Bobigny	Seine-St-Denis	Ile-de-France	12-févr	1T2014	50			50	1		1				Le Monde 12 février
Avenue Jean Mermoz	La Courneuve	Seine-St-Denis	Ile-de-France	13-févr	1T2014	200	200	1								MdM mission bidonvilles
D110	Limeil-Brévannes	Val-de-Mame	Ile-de-France	13-févr	1T2014	100	100	1				1				Le Parisien 13 février
Av du Cap Pinède	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	16-févr	1T2014	45			45	1		1				Metronews 16 février
Rue Marcel Paul	Le Blanc Mesnil	Seine-St-Denis	Ile-de-France	18-févr	1T2014	150	150	1								ERRC 20 février
Madraque ville	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	19-févr	1T2014	50			50	1						La Provence 19 février
Vélodrome	Montigny-le-Bretonneux	Yvelines	Ile-de-France	20-févr	1T2014	21	21	1				1				lesnouvelles.fr 20 février
Rue Pasteur	Wattignies	Nord	Nord-Pas-de-Calais	21-févr	1T2014	35	35	1								Romeurope
Av Jean Jaures	La Courneuve	Seine-St-Denis	Ile-de-France	26-févr	1T2014	30	30	1								ERRC 27 février
Route de Bédarieux	Béziers	Hérault	Languedoc-Roussillon	03-mars	1T2014	12	12	1								midi Libre 4 mars
Boulevard Sampaix	St-Fons	Rhône	Rhône-Alpes	05-mars	1T2014	133	133	1				1				RTL 5 mars
entreprise Everite	Dammaries-lès-Lys	Seine-et-Marne	Ile-de-France	12-mars	1T2014	117	117	1							1	La République 12 mars
Porte des Poissonniers	Paris	Paris	Ile-de-France	13-mars	1T2014	111	111	1				1				Metronews 13 mars
Cité Descartes	Champs-sur-Mame	Seine-et-Marne	Ile-de-France	13-mars	1T2014	300	300	1								Le Parisien 13 mars
Route de Corbeil à Montgeron	Montgeron	Essonne	Ile-de-France	17-mars	1T2014	250			250	1		1				Le Républicain 17 mars
Gymnase Gérard Philippe	Fontaine	Isère	Rhône-Alpes	20-mars	1T2014	30			30	1		1				FR3 20 mars
Cité Descartes 2	Champs-sur-Mame	Seine-et-Marne	Ile-de-France	21-mars	1T2014	25	25	1								CS Val Maubuée
Rue du Colonel de Catejau	Lons-le-Saunier	Jura	Franche-Comté	26-mars	1T2014	7	7	1				1				Le Progrès 27 mars
Av Chefdébién	Perpignan	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	26-mars	1T2014	14			14	1						FR3 27 mars
Rue Antoine Polotti	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	28-mars	1T2014	55			55	1		1				FR3 28 mars
Grand port maritime	Ambares	Gironde	Aquitaine	31-mars	1T2014	40	40	1								Sudouest 31 mars
1er trimestre 2014						3428	2904	27	524	9	0	17	3	22	1	

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées, les causes de l'évacuation forcée, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le maire ou le préfet) ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas.

Chaque évacuation est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un hangar désaffecté... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source.

L'expulsion forcée peut résulter d'un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, ou d'un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles, car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations est comptabilisée. Elles peuvent être prises par un tribunal (d'instance, de grande instance, administratif, une cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une mairie ou un préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.